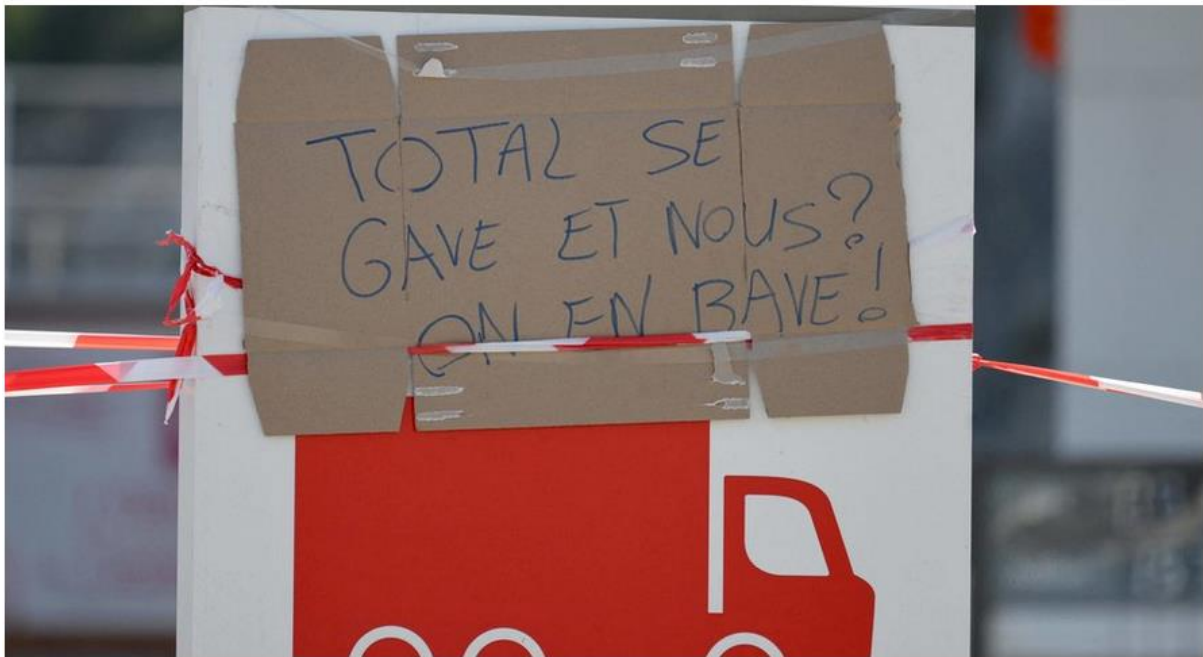


LE TEMPS

Comment les gouvernements aident leurs électeurs

Le Temps, Charles Wyplosz, 13 octobre 2022

Notre chroniqueur [Charles Wyplosz](#) se demande s'il est raisonnable de taxer les superprofits des énergéticiens dont les revenus explosent, et de subventionner l'énergie pour les ménages. Avant de se féliciter que, dans ces domaines, la Suisse ne suive pas les pratiques de l'Europe.



Une pancarte près de Marseille, le 11 octobre 2022. — © NICOLAS TUCAT / AFP

L'habitude a été prise pendant la pandémie: quand un événement extraordinaire se produit et pénalise certains plus que d'autres, l'Etat intervient pour les soutenir. L'explosion des prix de l'énergie et de l'alimentation a conduit de nombreux gouvernements européens à intervenir à nouveau. Les mesures se succèdent, d'autres sont en négociation dans l'Union européenne (UE) où l'unanimité semble difficile à atteindre. Il faut dire que ces mesures, destinées à plaire aux électeurs, ne vont pas de soi sur le plan économique.

Face à des difficultés imprévisibles, nous souhaitons être assurés. Mais les compagnies d'assurances n'offrent pas de contrats qui protègent contre des événements aussi imprévisibles que ceux que nous vivons. A la place, on fait appel à la solidarité collective. C'est naturel: toute collectivité repose sur le contrat implicite qu'elle protégera ses membres les plus faibles contre les coups du sort. Mais la mise en œuvre de ces contrats est difficile parce qu'ils sont... implicites. Il faut donc les définir au coup par coup, en fixant les limites et les montants. A ce stade, ceux qui pensent devoir en bénéficier se heurtent à ceux qui prévoient d'en supporter le coût. Quand le porte-monnaie est en jeu, la solidarité est vite malmenée.

Durant la pandémie, il était relativement aisé de dresser la liste des gagnants et des perdants. C'est plus compliqué face à la montée des prix de l'énergie et de l'alimentation, qui a précédé l'invasion de l'Ukraine et se poursuit depuis. Clairement, les ménages les plus démunis et les entreprises les plus consommatrices d'énergie font face à une situation difficile, désespérée parfois. De nombreux pays européens les soutiennent à coups de subventions sans trop se soucier – même en Allemagne! – de leur financement.

Les bonnes et mauvaises nouvelles des affaires

Une idée qui semble en vogue à la Commission européenne est de financer une partie de ces aides en taxant les «superprofits» des entreprises qui ont vu leurs recettes exploser parce qu'elles produisent de l'électricité sans utiliser de gaz. C'est le cas de l'hydroélectricité, du nucléaire, du solaire et des éoliennes. Cela a l'air logique, mais ça ne l'est pas nécessairement. La vie des affaires est faite de bonnes et de mauvaises nouvelles. Si on impose des taxes spéciales aux entreprises quand elles bénéficient de conditions inespérées, faudra-t-il les subventionner le jour où elles subiront un mauvais coup du sort? C'est le principe de l'assurance, apparemment, mais ça existe déjà, puisque les taxes que payent les entreprises dépendent de leurs profits. Aller plus loin avec des superprofits et des superpertes ne s'impose pas et pourrait bien ouvrir la porte à une fuite en avant: où commencer et où s'arrêter?

Mais ce n'est pas tout. Les gouvernements qui veulent taxer les superprofits évoquent une réponse unique à une situation unique. Ils oublient, cependant, qu'ils ont subventionné les sources d'énergie renouvelables pour encourager la transition climatique. Taxer maintenant les superprofits est bizarre, et pourrait simplement révéler une tentation irrésistible de trouver vite de l'argent. La hausse des coûts de l'énergie est précisément ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement, même si cela se produit par accident. Les superprofits des producteurs d'énergie non carbonée sont une très bonne chose et pourraient leur permettre de se développer plus vite.

La Suisse, heureusement...

Finalement, qu'en est-il des aides aux ménages? Plusieurs pays ont établi un plafond au coût de l'énergie (essence, gaz, électricité). Quelle belle défense du pouvoir d'achat! Oui, mais, les mesures adoptées s'appliquent à tous, au lieu d'être ciblées sur ceux qui en ont vraiment besoin. Du coup, il s'agit d'un gros gaspillage et c'est donc très coûteux. De plus, moins c'est cher, plus on en veut, avec deux conséquences malvenues. Il n'est pas judicieux de soutenir ainsi la demande à un moment où on craint des pénuries et, plus généralement, quand on veut réduire les émissions de manière urgente. Enfin, distribuer des sommes importantes aux ménages est un moyen assuré de nourrir l'inflation.

Tout faux, alors? En gros oui. Mais pas trop en Suisse, pour l'instant du moins.